

Séance du 10 juin 2025

Vu le code général des collectivités territoriales,
L'an deux mille vingt-cinq, le dix juin à vingt heures et trente minutes, les membres du conseil municipal se sont réunis dans la salle de la Mairie sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, conformément aux articles L 2122-7 et L 2122-8 du Code général des collectivités territoriales.

Étaient présents :

M. Marie-Jean DOUYERE, Maire,
Mme Florence DE MENECH, M. Yann LOLLIER, Mme Claudine NOUVELLE, M. Gilles GREAUME, M. Christian Brissez, Mme Catherine AUZERAIS-MUTA, M. Frédéric BARON, M. Marc DALIGAUX, Mme Corinne DUMONT-OUINE, M. Patrick BOURGEOIS, M. Christophe MENAGER, Mme Isabelle BREHIER et M. Éric DEZELLUS.

Étaient absents excusés : M. Régis DELAMARE, Mme Betty SOMON, Mme Clotilde MOMOT

Étaient absents : Mme Blandine BINET, Mme Caroline PERREU

Pouvoirs : Régis Delamare donne pouvoir à M. Le Maire

Quorum : 10

L'ordre du jour est le suivant :

Délibérations :

- ❖ Participation aux frais d'étude ancienne école (Néologis)
- ❖ Autorisation de démolition de l'immeuble sis sur la parcelle cadastrée AB 388
- ❖ Rapport CLECT du 5 mai 2025
- ❖ Projet de convention de mise à disposition de locaux communaux - APE
- ❖ Création de poste d'adjoint technique
- ❖ Prix de vente de l'ancienne graineterie

Informations :

Cantine
Prémare
Parcelle AB 227
Vidéoprotection
Camping-Car Park
Résidence seniors
Maison du lin
Planning fauchage 2025

Il est dès lors procédé aux opérations de vote dans les conditions réglementaires.
Mme Isabelle BREHIER a été désignée secrétaire de séance.

PARTICIPATION AUX FRAIS D'ETUDE ANCIENNE ECOLE (NEOLOGIS)

Vu la délibération n°2024-10 en date du 12 mars 2024 indiquant un projet de bail à réhabilitation avec l'Association Néologis pour l'ancienne école de garçon située 56 avenue du Général de Gaulle à Routot (27350) ;

Vu la délibération n°2025-18 en date du 11 mars 2025 précisant le coût des opérations de travaux projetés ;

Considérant le courrier en date du 20 avril 2025 par lequel l'Association Néologis réclame la participation de la commune de Routot aux frais Etude de Faisabilité Réhabilitation Ancienne Ecole pour un montant total de 3 000,00 € (facture en annexe) ;

Après échanges, le conseil municipal, à l'unanimité de ses membres présents, demande à reporter la décision relative au paiement de la facture Etude de faisabilité – Réhabilitation ancienne Ecole – Routot d'un montant de 3 000, 00 €, dans l'attente de recevoir les documents justificatifs de cette somme puis de rencontrer l'association pour éléments complémentaires.

AUTORISATION DE DEMOLITION DE L'IMMEUBLE SIS SUR LA PARCELLE CADASTREE AB 388

M. le Maire rappelle que, par délibération n°2025-18 en date du 11 mars 2025, le projet de bail à réhabilitation prévu avec l'Association Néologis pour l'ancienne école de garçon située 56 avenue du Général de Gaulle à Routot (27350) a été interrompu.

Considérant le coût élevé des travaux de réhabilitation (plus de 680 000 €) et de traitement contre les mûres, M. Le Maire propose au conseil municipal la démolition de l'immeuble sis sur la parcelle cadastrée AB 388 de 838 m².

Après en avoir délibéré, le conseil municipal accepte la démolition de l'immeuble sis sur la parcelle cadastrée AB 388.

RAPPORT CLECT DU 5 MAI 2025

La Communauté de Communes Pont-Audemer Val de Risle a adopté la fiscalité professionnelle unique le 1^{er} janvier 2019 permettant, entre autres, de constituer un cadre légal d'échanges financiers entre les communes membres et l'intercommunalité en vue de transferts de compétences. Le mécanisme des attributions de compensation au sein du bloc communal (communes/EPCI) permet de garantir la neutralité budgétaire.

Dans ce cadre, une commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) a été instituée au sein de la communauté de communes afin d'évaluer les ressources et les charges transférées.

Un premier rapport définitif a été présenté en 2019 évaluant les transferts de fiscalité professionnelle et les transferts de compétences notamment scolaire et transport urbain. La commission des transferts de charges s'était réunie le 18 novembre 2020 afin de faire un

point des évaluations de la compétence scolaire 2019 tel que prévu par le précédent rapport du 25 octobre 2020 et d'évaluer quelques points complémentaires.

La commission des transferts de charges s'est réunie le 15 juillet 2021 afin de faire un bilan des coûts réels de la compétence scolaire 2020 des écoles de Pont-Audemer.

La commission des transferts des charges s'est réunie le 14 juin 2022 afin de faire un point des évaluations de la compétence scolaire au titre de l'exercice comptable 2021 tel que prévu par les précédents rapports.

La commission de la compétence scolaire s'est réunie le 14 juin 2023, afin de faire un point des évaluations de la compétence scolaire au titre de l'exercice comptable 2022 tel que prévu par les précédents rapports.

La présente délibération a pour but de présenter et approuver le rapport de la C.L.E.C.T. rapport 2025 bilan coût scolaires 2024, afin que la communauté de communes puisse, après délibération de l'ensemble des communes sur ce même rapport, fixer le montant des attributions de compensation définitives 2025.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 1609 nonies du Code Général des Impôts,

Vu la délibération du conseil communautaire de la C.C.P.A.V.R. du 17/12/2018 instaurant le régime de la fiscalité professionnelle unique,

Vu la délibération du conseil municipal n° 88/2020 du 08 décembre 2020 approuvant le rapport de la C.L.E.C.T. 2020,

Vu la délibération du conseil municipal n° 55/2021 du 14 septembre 2021 approuvant le rapport de la C.L.E.C.T. 2021,

Vu la délibération du conseil municipal n° 44/2022 du 12 juillet 2022 approuvant le rapport de la C.L.E.C.T. 2022.

Vu la délibération du conseil municipal n° 32/2023 du 11 juillet 2023 approuvant le rapport de la C.L.E.C.T. 2023.

Vu la délibération du conseil municipal n° 38/2024 du 09 juillet 2024 approuvant le rapport de la CLECT 2024.

Considérant la nécessité d'approuver le rapport 2025 de la C.L.E.C.T du 5 mai 2025.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité de ses membres, accepte le rapport de la C.L.E.C.T. du 5 mai 2025 joint en annexe.

<p>PROJET DE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX- APE</p>

Considérant la nécessité pour l'Association des Parents d'Elèves (APE Arc-en Ciel) de Routot de disposer d'un lieu de réunion ;

Considérant la disponibilité d'un local du restaurant scolaire de Routot ;

M. le Maire propose au conseil municipal de mettre à disposition ce local pour l'association APE Arc-en-Ciel. Une convention de mise à disposition des locaux communaux sera signée entre les parties (convention en annexe).

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité de ses membres présents :

- **approuve la mise à disposition du local du restaurant scolaire ;**
- **autorise M. le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.**

CREATION DE POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE

Le Maire informe l'assemblée que :

Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8 ;
Vu le budget ;
Vu le tableau des emplois et des effectifs ;

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction publique, susvisé les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ;

Considérant la nécessité d'assurer les missions suivantes de : adjoint technique ;

Le Maire propose à l'assemblée :

La création d'un emploi d'adjoint technique temps complet à compter du 23/06/2025, pour assurer les missions relevant des services techniques communaux.

Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, de catégorie C.

L'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code Général de la Fonction publique. Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2^{ème} alinéa de l'article L332-14 du Code Général de la Fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité de ses membre présents, accepte ces propositions, ainsi que la modification du tableau des emplois et des effectifs qui en découle :

Emplois	Catégorie	Effectif	
FILIÈRE ADMINISTRATIVE			
Rédacteur principal de 1 ^{ème} classe	B	1	35/35 ^{èmes}
Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	B	1	35/35 ^{èmes}
Rédacteur	B	1	35/35 ^{èmes}
Adjoint administratif	C	2	35/35 ^{èmes}
Adjoint administratif	C	1	28/35 ^{èmes}
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	C	1	28/35 ^{èmes}
Total		7	

FILIÈRE CULTURELLE			
Bibliothécaire territorial	A	1	35/35 ^{èmes}
Assistant de Conservation Principal 2 ^{ème} classe	B	1	35/35 ^{èmes}
Assistant de Conservation Principal 1 ^{ère} classe	B	1	35/35 ^{èmes}
Total		3	
FILIÈRE TECHNIQUE			
Adjoint technique	C	3	35/35 ^{èmes}
Adjoint Technique principal 2 ^{ème} classe	C	2	35/35 ^{èmes}
Adjoint Technique	C	1	8/35 ^{èmes}
Adjoint Technique	C	1	28/35 ^{èmes}
Agent de Maîtrise	C	1	35/35 ^{èmes}
Agent de Maîtrise principal	C	1	35/35 ^{èmes}
Adjoint Technique	C	1	34/35 ^{ème}
Adjoint Technique	C	1	29.02/35 ^{ème}
Adjoint Technique principal 2 ^{ème} classe	C	1	29.02/35 ^{ème}
Adjoint Technique	C	1	30/35 ^{ème}
Adjoint Technique	C	1	23.52/35 ^{ème}
Adjoint Technique	C	1	27.66/35 ^{ème}
Adjoint Technique	C	1	30.30/35 ^{ème}
Adjoint Technique	C	1	26.79/35 ^{ème}
Adjoint Technique	C	1	23.52/35 ^{ème}
Adjoint Technique	C	1	23.22/35 ^{ème}
Adjoint Technique	C	1	16.92/35 ^{ème}
Adjoint Technique	C	1	7.50/35 ^{ème}
Adjoint Technique	C	1	8/35 ^{ème}
Adjoint Technique principal 2 ^{ème} classe	C	1	8/35 ^{ème}
Adjoint Technique	C	1	23.04/35 ^{ème}
Adjoint Technique	C	1	31.08/35 ^{ème}
Total		25	
FILIÈRE ANIMATION			
Adjoint d'animation		1	22.10/35 ^{ème}
Adjoint d'animation		1	22/35 ^{ème}
Total		2	

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2025 de la collectivité. Monsieur le Maire est chargé de signer tous les documents relatifs à ce dossier et de procéder au recrutement.

PRIX DE VENTE DE L'ANCIENNE GRAINETERIE
--

Vu les articles L 2121-29 du CGCT,

Vu les articles L2241-1 et suivants du CGCT précisant que le conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune,

M. le Maire rappelle que la parcelle de l'ancienne graineterie cadastrée AB 351 avait été achetée en septembre 2010.

La démolition des bâtiments a été effectuée en 2024.

Il indique que dans le cadre de la gestion patrimoniale, la commune souhaite céder le terrain de l'ancienne graineterie cadastré AB 351, de 806 m², à un prix de 70 000 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité de ses membres présents :

- **décide de vendre le terrain cadastré AB 351, de l'ancienne graineterie, à un prix de 70 000 € ;**
- **autorise M. le Maire à signer les documents d'urbanisme, les actes de vente, ainsi que tout autre document se rapportant à ce dossier.**

INFORMATIONS

Cantine : Le problème de ventilateur sur la pompe à chaleur (PAC) du restaurant scolaire est résolu. Le disjoncteur général est défaillant. Le remplacement de ce dernier est prévu. Les résultats des relevés de bruits doivent être transmis prochainement.

Mme Florence DE MENECH invite le groupe de travail restaurant scolaire à se réunir le 25 juin 2025 à 17h00. Elle précise également qu'une animation « Milkshake » sera proposée par Convivio le 23 juin 2025.

Le 02 juillet 2025 à 13h00, les élus et les agents de la commune sont invités à manger au restaurant scolaire.

Prémare : L'EPFN (Etablissement Public Foncier de Normandie) porte le projet. Une délibération devra être prise au prochain conseil municipal concernant le conventionnement entre l'EPFN et la commune de Routot.

Vidéoprotection : L'inauguration de la vidéoprotection aura lieu le jeudi 03 juillet 2025 à 18h30 à la salle des fêtes de Routot.

Camping-Car Park : Un budget devra être établi afin d'effectuer une demande auprès d'un bureau d'étude.

Résidence seniors : Siloge effectuera une présentation le 11 juin sur une opération réalisée à Epaignes.

Un rendez-vous se déroulera le 26 juin à 18h30 à la mairie, en salle 2, avec Mon Logement 27.

Parcelle AB 227 : -

Maison du lin : -

QUESTIONS DIVERSES

M. le Maire félicite l'Association Terres Vivantes pour la réussite du Festival du Lin. Ce fût une belle collaboration. La linière de Routot a reçu la visite d'une centaine de personnes lors de ces festivités.

M. Gilles Gréaume demande qui doit régler les factures d'électricité de l'église. Il faudra se rapprocher de la paroisse afin qu'elle adapte ses abonnements.

M. Frédéric Baron aimerait savoir si le jardinet du logement de La Poste est inclus dans le bail de l'appartement.

Il demande s'il serait possible de faire des captures d'écrans pour l'inauguration de la vidéoprotection afin de montrer des exemples de ce qui est visible grâce aux caméras.

M. Eric Dezellus indique que des haies, rue du Criquet, tombent sur la chaussée.

Mme Florence De Menech rappelle quelques dates :

- 17/06, 24/06 et 01/07 : spectacles de l'école à la salle des fêtes de Routot ;
- 23/06 : conseil d'école.

M. Yann Lollier précise que :

- la Rando de la St Jean, organisée par le Vélo Club, se déroulera le 15/06 ;
- la Fête St Jean se déroulera le week-end des 21 et 22 juin ;
- la reprise des concessions en état d'abandon débutera à compter du 23/06 ;
- une subvention sera allouée aux Jeunes Agriculteurs (JA) pour l'animation de Noël ;
- une subvention complémentaire pourra être versée à l'ASR Foot pour l'aide apportée lors de l'animation des JA à Noël ;
- le passage du jury pour le fleurissement se fera le 02/07.

M. Frédéric Baron demande quand se fera la tonte des talus. Quelques portions seulement ont été tondues. M. Gilles Gréaume répond que le Département 27 a effectué la tonte devant les panneaux et les carrefours. Il ajoute que le haut des talus n'est pas fait pour la biodiversité.

M. Eric Dezellus explique qu'il a accompagné les enfants partis au camp vélo à Jumièges. Cela représentait un effectif de 74 enfants et 34 tentes. Il félicite l'équipe enseignante pour leur motivation.

M. Gilles Gréaume demande la mise en place d'un état des lieux de la cantine lors des mises à disposition.

Il informe que le camion des services techniques de la commune est en panne.

Mme Isabelle Bréhier demande quand sera installé le futur distributeur automatique de billets. M. le Maire répond qu'il convient d'abord de faire arriver les réseaux. Pour cela, il faut établir un certificat d'adressage.

La station d'épuration sera inaugurée par la CCPAVR le 24 juin 2025 à 16h30.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour la séance est levée à 22h50.

Les signatures

Marie-Jean DOUYERE

Florence DE MENECH

Yann LOLLIER

Claudine NOUVELLE

Gilles GRÉAUME

Christian BRISSEZ

Catherine AUZERAIS-
MUTA

Frédéric BARON

Marc DALIGAUX

Corinne DUMONT-
OUINE

Patrick BOURGEOIS

Christophe MENAGER

Isabelle BREHIER

Eric DEZELLUS